

## **Intervention au nom du Collectif lors du rassemblement & manifestation du Front de Gauche le 1er Juin 2013 à Strasbourg.**

Merci de donner la parole au Collectif « Information – Pluralisme – Débat citoyen » qui a été soutenu dès le départ par le Front de Gauche.

Notre but : sauvegarde et développement du pluralisme d'expression dans la presse écrite sans prendre la place des partis politiques ni des organisations syndicales.

70ème anniversaire du Conseil national de la Résistance : il a jeté les bases du nouveau démocratique après les années noires de l'occupation. Plus qu'un programme, il s'agit de l'instauration de valeurs, de principes intangibles d'une république démocratique et laïque.

Le 15 mars 1944, le territoire n'est pas encore débarrassé de l'occupant, le CNR prend des mesures à appliquer pour la libération du territoire. Parmi elles figure le « rétablissement de la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression, la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

Ainsi étaient posés les principes essentiels pour un nouveau de la presse en rupture avec les pratiques mercantiles d'avant-guerre ou le comportement indigne de certains titres durant l'occupation.

Suivirent de nombreuses mesures concrètes, sous formes d'aides publiques et d'outils mutualisés au service de tous les titres, afin d'établir le pluralisme de la presse en assurant à toutes les idées la possibilité d'être publiées.

Pour le CNR, la presse était donc consubstantielle à la démocratie, le pluralisme indispensable à son exercice. Et comme les règles capitalistes ne pouvaient en assurer la pérennité, le CNR a mis en place une politique publique de la presse.

C'est ainsi que 203 quotidiens furent créés entre 1945 et 1946 sur tout le territoire français. Ils étaient 16 rien qu'en Alsace.

Aujourd'hui, leur nombre est passé sous les 70 et en Alsace, une des rares régions où il y a encore pluralité de titres, il en reste 2... pour l'instant.

Souvent on invoque la crise due aux nouvelles technologies. Certes, la presse, comme tous les supports d'information et de culture produits sur du papier, est confrontée à l'émergence des nouvelles formes de la communication véhiculée par internet. Si cela modifie profondément le modèle économique et social de la presse, ce n'est pas là que réside le désamour qu'elle rencontre avec son lectorat.

La presse n'est pas confrontée à une crise de la demande, mais de l'offre.

Deux faits majeurs l'ont touchée durant ces dernières décennies :

- une concentration des titres qu'aucun autre pays développé n'a connue à ce niveau : aujourd'hui, la soixantaine de quotidiens régionaux ou locaux appartient en tout et pour tout à cinq groupes ; dans l'Est de la France, le Crédit Mutuel contrôle tous les titres des Ardennes jusqu'aux portes de la Provence.

- 2ème fait : la pensée unique règne sans partage dans les colonnes de journaux. Alors que la crise sociale devient de plus en plus forte, que l'austérité est insupportable à une foule de nos concitoyens, que du doute envers le système économique, on est arrivé à son rejet par une grande partie de la population, l'immense majorité de la presse continue de marteler qu'il n'y a pas d'autres solutions que les politiques préconisées par les gouvernements. Seul élément mis en débat : la manière la plus « sociale » pour faire passer la pilule.

Nous sommes loin des attentes du peuple. Les idées alternatives, les propositions économiques différentes sont marginalisées, caricaturées ou tout simplement ignorées.

On ne peut dissocier les deux faits : l'alignement de la quasi-totalité des quotidiens sur les thèses libérales n'est évidemment pas étranger au fait qu'ils sont aujourd'hui contrôlés par les puissances financières. Leur but n'est pas de favoriser le pluralisme dans le débat, mais d'en faire des outils de la propagande de leur vision sociétale et des machines à cash.

Or, il est difficile, dans la presse, de faire des profits avec des pourcentages à deux chiffres. Alors, la solution est toute trouvée pour les propriétaires : de plans sociaux en plans sociaux, les entreprises de presse sont vidées de leurs forces et les moyens des journalistes pour faire leur travail de recherche, d'approfondissement, d'enquête s'amenuisent.

Et quand cela ne suffit pas, eh bien il faut encore réduire le nombre de journaux : c'est la menace qui pèse, ici, en Alsace où le Crédit Mutuel cache à peine son désir de fusionner les deux journaux pour n'en faire qu'un seul : en quelque sorte, le journal unique pour une région unique...

Mais le référendum a montré que les Alsaciens tenaient à leurs particularismes surtout quand il s'agit de centraliser les pouvoirs et donc la démocratie.

Il faut saluer ces journalistes du SNJ et des DNA qui, il y a quelques semaines, se sont adressés aux responsables de la Banque lors de son assemblée générale, pour dénoncer cette fusion. Le Crédit Mutuel affirme aujourd'hui que cela n'est pas à l'ordre du jour... et en même temps, ferme le bureau de l'Alsace à Strasbourg pour le transférer... aux DNA...

Oui, la presse quotidienne française est aujourd'hui en danger, son existence même peut être mise en cause, car faire de l'information coûte et ne rapporte pas assez aux puissances financières. Pourtant, plus que jamais, le public a besoin d'une presse en capacité de décrypter l'information, de la commenter, de la mettre en perspective.

Internet, sur lequel fourmillent les communicants, et les réseaux sociaux mettant le monde entier en relation, ne sont pas en train de tuer l'information mais de la dynamiser. Devant cette foultitude de nouvelles et la rapidité de leur apparition et de leur diffusion, il faut des moyens d'information qui prennent le temps, qui posent les débats, qui organisent la discussion et donnent la parole à toutes les idées et courants de pensées.

Selon les sondages, la jeunesse se détourne de la presse, est-ce elle qu'il faut incriminer, le débat ne l'intéresserait donc pas... Ce sont plutôt ceux qui sont chargés d'animer le débat citoyen qui ne sont pas à la hauteur et qui n'intéressent donc plus leur lectorat potentiel qu'il faut interpeller.

Nous ne nous résignons pas devant cette régression de la presse qui semble inéluctable.

Nous avons besoin, dans notre pays, d'une répétition de ce qu'a fait le CNR en 1944.

La France est le pays de l'exception culturelle : ce principe dit qu'il y a des activités qui ne peuvent exister dans le seul cadre des lois du marché. Soumettre la création culturelle ou artistique aux seuls critères de rentabilité capitaliste équivaut à tomber dans le conformisme et à tuer, peu à peu, la vraie créativité, transgressive, innovante, bousculant l'ordre établi.

Dans les prochains mois, nous devons être très attentifs aux négociations de libre-échange entre l'Union européenne et les USA. Ces derniers veulent que tout soit mis sur la table, en clair, y compris la mise en cause des aides publiques et des mesures pour favoriser la production culturelle européenne.

Là également, c'est avant tout un choix politique qu'il faut assumer.

Est-il normal que nous devions trembler à toute négociation internationale de voir les acquits sociaux et culturels de notre pays mis en cause et bradés par notre propre gouvernement ?

Non, et c'est bien pourquoi le besoin de les graver dans le marbre constitutionnel est de plus en plus impératif.

L'objectif d'une 6ème République nous convient si elle reprend, rénove, restaure des valeurs, principes et des acquits qui renforcent la démocratie et donc la voix du peuple, et qui donnent à la démocratie sociale un rôle décisionnel.

Dans notre domaine, une nouvelle loi serait sûrement salutaire mais la situation exige des mesures plus fortes. Garantir constitutionnellement la liberté d'expression et le pluralisme de l'information est indispensable mais seules des mesures publiques ne livrant pas la presse aux puissances d'argent et à leur logique financière en garantiront l'existence réelle. C'est aussi cela que l'on attend d'une 6ème République.